

Les finances des départements

Fonctionnement (départements)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Charges de fonctionnement (1)	39 291	42 216	+7,4	45 094	+6,8
Achats et charges externes	4 906	5 160	+5,2	5 324	+3,2
Frais de personnel	6 555	7 071	+7,9	8 385	+18,6
Subventions et contingents	26 540	28 592	+7,7	30 124	+5,4
Charges financières	629	719	+14,2	755	+5,0
Autres charges de fonctionnement	661	675	+2,1	505	-25,1
Produits de fonctionnement (2)	47 604	51 550	+8,3	54 346	+5,4
Impôts directs	16 906	18 403	+8,9	19 019	+3,3
Impôts indirects et autres taxes	13 922	14 720	+5,7	16 020	+8,8
Concours de l'Etat	12 413	12 926	+4,1	13 195	+2,1
- DGF	10 841	11 323	+4,4	11 603	+2,5
- Autres dotations	376	431	+14,5	427	-0,8
- Péréquation et compensations fiscales	1 197	1 172	-2,1	1 165	-0,6
Subventions et participations	2 172	3 249	+49,6	3 638	+12,0
Autres produits de fonctionnement	2 191	2 252	+2,8	2 474	+9,9
Autofinancement (A)=(2) - (1)	8 313	9 333	+12,3	9 253	-0,9

Fonctionnement

Les charges de fonctionnement restent dynamiques avec une progression de 6,8%, légèrement inférieure à celle enregistrée l'année passée (+7,4%). L'augmentation des deux principaux postes de dépenses, à savoir les frais de personnel (+18,6%) et les subventions et contingents (+5,4%), contribue sensiblement à cette évolution. La progression des recettes, si elle reste soutenue (+5,4%), est moindre que celle relevée l'année précédente (+8,3%) notamment sous l'effet d'une modération des recettes enregistrées au titre des impôts directs. Il en résulte un autofinancement de 9,2 milliards d'euros en quasi-stagnation (-0,9%) par rapport à l'exercice précédent.

Les **achats et charges externes** représentent 12% du total des dépenses de fonctionnement départementales et croissent pratiquement deux fois moins vite que les dépenses de fonctionnement totales (+3,2%). Cette progression est aussi inférieure à celle enregistrée entre 2005 et 2006 (+5,2%).

On peut noter que le rattachement des charges à l'exercice (prise en compte budgétaire de charges de l'exercice non dénouées financièrement à la clôture des comptes) représente 696 millions d'euros, soit plus d'un mois de dépenses.

Les **frais de personnel** enregistrent une forte hausse (+18,6%), deux fois supérieure à celle enregistrée l'année précédente.

Cette croissance à deux chiffres résulte pour moitié seulement (9%) de la prise en charge par les départements des salaires des personnels techniciens et ouvriers des services de l'éducation nationale ainsi que des personnels des directions départementales de l'équipement dans le cadre de l'acte II de la décentralisation et des transferts afférents, compensée par une recette de TSCA équivalente. Si l'on neutralise l'effet de ces transferts, la progression est de +9,6%.

Le principal poste de dépense pour les départements (67% du total), les **subventions et contingents**, continue sa progression mais enregistre une moindre hausse par rapport à celle de l'année précédente (+5,4% au lieu de +7,7%).

Les aides à la personne, qui représentent 42% du total des subventions et contingents, augmentent de 2,1%. Si on prend en compte les sommes versées au titre du RMI et n'ayant pas donné lieu à émission de mandat (154,8 millions d'euros), les aides à la personne augmentent alors de 3,4%. Entre 2005 et 2006, elles avaient cru de 6,7%, notamment en raison de la création de la prestation de compensation du handicap. L'évolution des subventions et contingents entre 2006 et 2007 est donc maintenant mesurée à partir d'un périmètre constant, et est, par conséquent, significative de l'évolution des dépenses à caractère social des départements. Les seules dépenses enregistrées au titre du RMI restent stables entre 2006 et 2007 à 6,1 milliards d'euros.

Les **charges financières** confirment leur tendance haussière (+5%) mais à un rythme moindre que celui enregistré l'année précédente. En effet, l'augmentation des emprunts relevée en 2005 (+19%) et le renchérissement des taux d'intérêt, même si le recours à l'emprunt a été plus modéré en 2006 (+2,8%), contribuent à maintenir la croissance des charges financières. Cette hausse est toutefois à analyser à l'aune du faible poids de ce type de charge dans le total (2%).

Les **produits de fonctionnement** s'élèvent à 54,3 milliards d'euros et enregistrent une hausse de 5,4%. Ce ralentissement, après le dynamisme observé l'année précédente, découle d'une modération du produit des impôts directs. En conséquence, cette augmentation étant inférieure à celle des dépenses de fonctionnement, l'autofinancement dégagé par les départements stagne en 2007 par rapport à 2006 (-0,9%).

Les **impôts directs** représentent plus du tiers (35%) de ces produits. Ils enregistrent une hausse modérée (+3,3%) entre 2006 et 2007. Cette évolution résulte d'une modération des taux votés en 2007 par les conseils généraux après les augmentations constatées en 2006 et de la participation départementale au financement des surplus de dégrèvements accordés aux entreprises suite aux augmentations de leurs taux de taxe professionnelle (montant estimé 277 millions d'euros).

Les **impôts indirects et autres taxes**, soit 29% du total des produits de fonctionnement, connaissent un dynamisme plus marqué qu'en 2006 (+8,8%).

Le transfert de fiscalité indirecte pour financer les nouvelles compétences explique une partie de cette augmentation. En effet, la quasi-totalité de la taxe sur les contrats d'assurance (TSCA) relative aux contrats automobiles est désormais perçue par les départements. Les montants inscrits dans les comptes à ce titre augmentent de près de 81%, soit 937 millions supplémentaires portant la part de la TSCA à 13% du total des impôts indirects.

Une autre partie de cette augmentation résulte du dynamisme renouvelé de la taxe départementale de publicité foncière et du droit départemental d'enregistrement. Elle progresse de 6% pour atteindre 7,7 milliards d'euros et représente 48% des impôts indirects et autres taxes enregistrés par les départements.

Quant aux **concours de l'Etat**, ils augmentent de 2,1%. Cette évolution est principalement le fait de la DGF, qui représente 87% du total des concours. Elle augmente de 2,5%, suivant les dispositions du contrat de croissance et de solidarité, prorogé en 2007.

Les **subventions et participations** restent dynamiques (+12%). On note cependant un ralentissement par rapport à la progression observée entre 2005 et 2006. Cette tendance est sensible pour les participations d'autres organismes, qui regroupent notamment les dotations versées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), le fonds départemental des personnes handicapées et le fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI). Elles représentent 71% du total des subventions et participations, soit 2,6 milliards d'euros. Ces participations, en augmentation de près de 58% entre 2005 et 2006 suite au versement de dotations au titre du handicap par la CNSA, progressent de 20,3% entre 2006 et 2007. Le FMDI est abondé en 2007 à hauteur de 625 millions.

Investissement (départements)
en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Emplois d'investissement (hors dette)	12 129	12 925	+6,6	14 185	+9,7
Dépenses d'équipement	7 299	7 763	6,4	8 314	+7,1
Subventions d'équipement versées	4 522	4 809	6,4	5 376	+11,8
Autres dépenses	308	353	14,3	495	+40,4
Ressources d'investissement (hors emprunts)	2 783	3 240	+16,4	3 194	-1,4
FCTVA	880	992	12,7	987	-0,5
Autres dotations et subventions	1 426	1 546	8,4	1 650	+6,7
Autres recettes (a)	477	702	47,2	558	-20,6
Remboursements d'emprunts*	2 875	3 205	11,5	2 463	-23,1
Emprunts*	4 029	4 143	2,8	3 853	-7,0

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Investissement

Les **emplois d'investissement** augmentent de façon sensible en 2007 (+9,7%) et atteignent 14,2 milliards d'euros. Cette hausse est supérieure à celle enregistrée l'année précédente (+6,6%), confirmant le dynamisme de ces dépenses.

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 8,3 milliards d'euros, soit une progression de 7,1%. Cette évolution est supérieure à celle enregistrée l'année précédente et consécutive aux transferts de compétences, notamment en terme de voirie. Ainsi, les réseaux et installations de voirie, immobilisations en cours comprises, représentent 47% des dépenses d'équipement des conseils généraux et augmentent de 13% en 2007.

Les **subventions d'équipement versées** augmentent aussi fortement (+11,8%), soit deux fois la progression constatée pour l'exercice précédent. Avec 5,4 milliards d'euros, elles représentent 38% du total des emplois d'investissement. Les subventions versées aux personnes publiques représentent 82% du total, les communes et leurs groupements en bénéficiant à hauteur de 68%.

Les **ressources d'investissement hors emprunt** stagnent entre 2006 et 2007 (-1,4%). Cette évolution contraste avec la forte progression enregistrée en 2006. Ce ralentissement est, en partie, dû à la baisse (-20,6%) des **autres recettes**, correspondant notamment aux produits de cession des immobilisations et aux travaux pour compte de tiers², qui représentent 17% du total des ressources.

Equilibre financier global (départements)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Dépenses totales*	54 295	58 346	+7,5	61 742	+5,8
Recettes totales*	54 416	58 933	+8,3	61 393	+4,2
Charges de fonctionnement (1)	39 291	42 216	+7,4	45 094	+6,8
Produits de fonctionnement (2)	47 604	51 550	+8,3	54 346	+5,4
Autofinancement (A) = (2)-(1)	8 313	9 333	+12,3	9 253	-0,9
Emplois d'investissement (hors dette)	12 129	12 925	+6,6	14 185	+9,7
Ressources d'investissement (hors emprunts)	2 783	3 240	+16,4	3 194	-1,4
Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)	1 154	939	NS	1 390	NS

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Ainsi, les produits enregistrés au titre des cessions chutent de 48% entre 2006 et 2007 pour s'établir à 139,5 millions d'euros (25% des autres recettes).

Les recettes enregistrées au titre des travaux pour compte de tiers baissent d'un tiers entre 2006 et 2007. Avec 101,3 millions d'euros, elles représentent 18% des autres recettes.

En tenant compte des redressements sur les produits de cessions et sur le fonds de compensation de la TVA (cf. paragraphe suivant), les ressources d'investissement augmentent alors de 3%.

Cette progression est très inférieure à celle enregistrée entre 2005 et 2006.

Le **fonds de compensation de la TVA** diminue de 0,5% pour s'établir à 987 millions d'euros. Cette évolution peut s'expliquer dans une certaine mesure par un retard dans l'émission des titres. Sur la base des prévisions budgétaires, les recettes attendues pour 2007 s'élèvent à 1 034 millions d'euros, soit une progression par rapport à 2006 de 4,6%, en cohérence avec la progression de 5,8% des dépenses d'équipement en 2005. Toutefois, l'évolution de 2006, supérieure à l'augmentation de l'investissement en 2004, met en évidence des décalages dans la comptabilisation de cette recette. L'évolution sur 2007 pourrait en être une conséquence.

Les **autres dotations et subventions** restent dynamiques (+6,7%), mais augmentent moins qu'entre 2006 et 2005 (+8,4%).

² Opérations réalisées pour les établissements d'enseignements par exemple.

Équilibre financier global

L'autofinancement, d'un montant de 9 253 millions d'euros, ne progresse pas en 2007, les recettes n'augmentant pas dans les mêmes proportions que les dépenses. La CAF représente 17% des produits de fonctionnement, en léger retrait par rapport à 2006 (18,4%).

Toutefois, l'autofinancement et les ressources d'investissement hors emprunts ne permettent pas de couvrir les emplois d'investissement. Par conséquent, les recettes d'emprunt enregistrées en 2007 s'élèvent à 3,9 milliards d'euros. Dans le même temps, le montant des remboursements diminue de plus de 23% par rapport à 2006 pour atteindre 2,5 milliards.

L'encours de la dette augmente dans ces conditions de 1,4 milliard d'euros. Mais les conseils généraux ont aussi utilisé leurs ressources propres pour financer leurs équipements.

Ainsi, le fonds de roulement a été mobilisé à hauteur de 348 millions d'euros en 2007. Ce prélèvement induit une baisse de son montant (-3%). Elle fait suite à une forte hausse en 2006 (+32%), exercice pour lequel les départements avaient mobilisé un niveau de ressources supérieur à la couverture de leurs besoins.

Équilibre financier global		(En millions d'euros)		
Section de fonctionnement	Produits	54 346		
	Impôts directs	19 019		
	Impôts indirects	16 020		
	Concours de l'Etat	13 195		
	Subventions et participations	3 638		
	Autres produits	2 474		
				Autofinancement
Section d'investissement	Autofinancement	9 253		
	Ressources d'investissement hors emprunts	3 194		
	Endettement	1 390		
	Diminution du FDR	348		
			Emplois d'investissement hors dettes	14 185

Trésorerie

L'encours moyen journalier de trésorerie des départements est en légère hausse (+6,5%). Le solde moyen mensuel s'élève ainsi à 1,5 milliards d'euros. Il représente 8,7 jours de dépenses pour les départements.

Le rythme d'évolution infra annuelle est sensiblement le même que les années précédentes : les deux derniers mois de l'exercice voient l'encours moyen augmenter jusqu'à atteindre son plus haut niveau à fin décembre, alors qu'en début d'exercice, il diminue pour atteindre son point le plus bas en avril.

